Introduction

Jean-Jacques Paul

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2337>

DOI : 10.4000/formationemploi.2337

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2008

Pagination : 5-7

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Jacques Paul, « Introduction », *Formation emploi* [En ligne], 103 | juillet-septembre 2008, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2337> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2337>

DOSSIER

Introduction

Par Jean-Jacques Paul*

Ce dossier thématique de « *Formation Emploi* » s'inscrit dans une volonté d'élargir la perspective des relations formation-emploi à la dimension internationale, généralement peu présente dans les débats et les écrits, en grande partie à cause de l'absence de données appropriées, mais peut-être aussi de par la survivance d'un cadre théorique datant des années 60 et qu'il s'agit de réinterroger.

La constitution de ce dossier ne fut pas chose facile, tant les informations sont rares sur la question des migrations, y compris de celles des plus qualifiés. Les organismes internationaux, notamment l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), ont fait cependant des efforts pour améliorer la connaissance du phénomène, mais sa complexité ne trouve pas son pendant dans les informations produites, comme Annie Vinokur nous le montre. Certains articles de journaux et reportages de télévision renvoient aussi une partie de la réalité, mais leur caractère parfois anecdotique peut rendre leur usage scientifiquement discutable. Au final, ce sont donc quatre articles qui ont été sélectionnés pour constituer ce dossier.

Chacun à sa manière aborde la question des tensions entre données et perspectives théoriques. À leur lecture, on pensera sans doute la question des migrations des étudiants de façon différente, avec un regard qui pourra permettre de lire au-delà de la réalité présente, en envisageant les devenir possibles et les mesures politiques à promouvoir.

L'article d'Annie Vinokur, à qui on doit rendre hommage pour sa participation décisive au lancement de ce dossier, apparaît comme le plus ambitieux. Il traite avant tout du phénomène des migrations des personnels hautement qualifiés, pour inclure ensuite la problématique des migrations étudiantes. Il rappelle les principaux résultats et évolutions que la nouvelle base de données de l'OCDE permet d'observer, qui ne sont pas tous nouveaux mais au moins plus finement mesurés. Les migrations s'accroissent, avec une augmentation concomitante de la part des hautement qualifiés dans le stock total des émigrés. Cependant, les migrants hautement qualifiés restent géographiquement concentrés, avec un poids particulièrement important pour les États-Unis. L'émigration des plus qualifiés est d'autant plus forte que le pays est petit et pauvre.

Cependant, Annie Vinokur va démontrer comment la base de données de l'OCDE ne peut être en mesure de résoudre les problèmes théoriques et politiques car elle s'inscrit dans une vision traditionnelle de la question de la migration, qui retient la définition

* **Jean-Jacques Paul** est économiste de l'éducation, chercheur à l'IREDU (Institut de recherche sur l'éducation, sociologie et économie de l'éducation), actuellement en poste à l'université Royale de Droit et de Sciences économiques de Phnom Penh, auteur de « *Économie de l'éducation* » (Armand Colin, 2006) et co-directeur avec José Rose de « *Le tour de la relation formation-emploi-travail en 55 questions* » (Nathan, sous presse).

basée sur le franchissement des frontières nationales et le primat de l'autonomie de l'offre. Or, une partie des migrations se joue des frontières, comme dans le cas de l'entreprise qui fait circuler ses travailleurs sur différents lieux d'exercice implantés sur plusieurs pays. Les migrations ne concernent pas seulement un pays d'origine et un pays d'accueil, mais mettent en jeu des liens plus complexes, où la circulation des cerveaux apparaît comme un jeu de chaises musicales, les infirmières du Kenya remplaçant par exemple les infirmières sud-africaines émigrées en Grande-Bretagne.

Les États d'origine, surtout quand ils sont pauvres et subissent massivement le départ de leur main-d'œuvre qualifiée, sont d'autant plus affectés qu'ils ne profitent pas des externalités que celle-ci pourrait produire en restant sur place. Ils devraient pouvoir demander des compensations pour la perte des travailleurs hautement qualifiés qu'ils ont formés. En khmer, la dot de la jeune fille s'appelle littéralement « le prix du lait », la nourriture de la jeune fille jusqu'à son âge nubile. Ne peut-on pas envisager l'équivalent d'une dot versée par les États bénéficiaires de la main-d'œuvre formée ? Ce sont plutôt des solutions de nature privée qui apparaissent, notamment en faisant peser une part croissante des coûts de l'enseignement supérieur sur les usagers.

L'autre point de la critique de Vinokur par rapport à la base de l'OCDE est qu'elle n'inclut pas les mobilités étudiantes dans l'analyse des migrations des travailleurs qualifiés, alors qu'elles en constituent un vecteur important, notamment pour les niveaux de formation les plus élevés. Chacun sait le caractère stratégique de la main-d'œuvre doctorale étrangère dans les laboratoires universitaires des États-Unis.

La conclusion de Vinokur, eu égard à la controverse sur la fuite des cerveaux, l'amène sur le terrain politique, en estimant que ce débat remplit une fonction idéologique bienvenue, celle de déguiser en conflit entre pays et populations ce qui est fondamentalement un conflit entre capital et travail.

Les trois autres articles traitent plus spécifiquement des migrations des étudiants du supérieur, soit pendant leurs études, soit une fois diplômés.

Celui de Ridha Ennafaa et Saeed Paivandi s'appuie sur une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante

auprès d'un échantillon représentatif de 1 715 étudiants étrangers en France, visant à examiner la question du retour dans leur pays d'origine. On y retrouve des éléments de la réflexion théorique développée par l'auteur précédent, qui appelle à dépasser le cadre de la « fuite des cerveaux ». Les décisions de migration doivent être vues comme la résultante de facteurs d'attraction et de répulsion. Le cadre légal constitue également un facteur influent de structuration de la décision de migration, comme par exemple la politique de visas plus ou moins favorable aux étudiants selon les périodes aux États-Unis.

L'apparition de nouveaux termes, vers la fin des années 80, autour de la mobilité des cerveaux, illustre selon eux les limites du paradigme de la fuite des cerveaux pour expliquer toutes les dimensions du phénomène. Mais ils reconnaissent que les phénomènes de retour, qui ont pu bénéficier à des pays comme la Corée du Sud ou Taïwan, ne sont pas généralisables et n'ont notamment pas concerné les pays du Maghreb, le Liban ou l'Iran.

Les résultats sur les caractéristiques des étudiants étrangers, en termes d'études préalables et de choix, révèlent que cette population est diverse tant dans son origine que dans son projet, et que les motivations ne peuvent se réduire à la seule dimension économique. La décision de rester dans le pays ne s'inscrit pas systématiquement, loin s'en faut, dans une logique d'exode des cerveaux. Il faut tenir compte des phénomènes de socialisation dans le pays d'accueil, non anticipés, ou de la volonté d'échapper aux contraintes sociales encore en vigueur dans certains pays du Sud, particulièrement lourdes pour les femmes.

L'article de Magali Ballatore et Thierry Blöss, sur ce qu'ils nomment « *L'autre réalité du programme Erasmus* », s'inscrit dans la même vision de celle de Vinokur concernant la structuration des espaces parcourus par les individus. Les motivations des protagonistes semblent résulter de choix individuels alors que la question de la migration des étudiants résulte de logiques sociales et politiques. Ils rappellent tout d'abord le cadre du programme Erasmus, qui reste selon eux sélectif, puisqu'il concerne 1 % des étudiants européens. Un pays comme la Grande-Bretagne a même cherché à s'en échapper, en restreignant les contrats Erasmus depuis

la fin des années 90, pour des raisons budgétaires. La part des étudiants britanniques dans la population étudiante Erasmus a considérablement chuté entre 1999 et 2005, au profit des stages qui assurent un revenu aux étudiants et ne sont pas liés à des contrats inter-établissements. Les universités britanniques ont cherché à ne maintenir de contrats qu'avec des établissements de niveau de prestige au moins égal au leur.

L'enquête, qui a été conduite dans trois pays (France, Grande-Bretagne et Italie), tend à montrer que les étudiants Erasmus ont des caractéristiques académiques particulières. Ainsi, les étudiants français qui se rendent en Grande-Bretagne ont un parcours scolaire rapide et brillant. On note également en France une surreprésentation des étudiants en mobilité Erasmus provenant des Grandes Écoles et autres écoles d'ingénieurs. Y a-t-il sélection sociale ? Les chiffres globaux ne semblent pas l'attester, bien que les témoignages relatifs aux avances financières à engager pour la mobilité Erasmus amènent à penser que ce doit être le cas. Les données tirées de l'enquête semblent le confirmer. L'étudiant Erasmus n'est pas par ailleurs un voyageur novice. Les séjours linguistiques ont été particulièrement fréquents dans cette population.

Mais derrière le programme Erasmus se dissimulent des motivations différentes selon les pays qui renvoient aux caractéristiques de leur système d'enseignement supérieur et de leur marché du travail : l'étudiant français veut se distinguer dans le cadre d'une université massifiée, l'étudiant britannique s'inscrit dans une démarche initiatique et l'étudiant italien veut différer une insertion professionnelle difficile.

L'article de Harald Schomburg et Ulrich Teichler traite, quant à lui, sur un mode empirique, de la mobilité internationale des étudiants et des débuts de leur carrière.

Le recours à des bases de données originales permet de mesurer l'impact de l'expérience à l'étranger, pendant les études, sur la trajectoire professionnelle. Il s'agit notamment de deux ambitieux projets de recherche qui ont conduit à interroger plusieurs dizaines de milliers de diplômés dans plus de dix pays européens. L'examen des caractéristiques individuelles confirme la vision élitiste du programme Erasmus, soulignée dans l'article précédent. Cependant, au fur et à mesure que ces expériences se répandent, leur impact sur la carrière semble s'affaiblir. Il semblerait qu'elles aient eu valeur de signal lorsqu'elles étaient rares, mais leur capacité de signal s'affaiblit avec leur diffusion. Elles semblent conduire cependant à occuper plus fréquemment des emplois dans des entreprises à perspective internationale. L'autre hypothèse serait donc que les emplois à contenu international s'accroissent et perdent les avantages salariaux qu'ils procuraient lorsque l'offre de main-d'œuvre appropriée était plus rare et qu'il s'agissait de faire fonctionner une structure d'incitations appropriée.

La vision que l'on retire de la lecture de ces quatre articles est celle d'un monde où les mobilités sont devenues de plus en plus fréquentes, notamment chez les étudiants et les diplômés de l'enseignement supérieur. Cependant, elles s'inscrivent dans un cadre structuré, soit par les politiques d'enseignement, soit par les politiques de contrôle ou d'encouragement des migrations, soit encore par les politiques d'implantation des entreprises.